

Burundi : Le parti au pouvoir fête sa victoire par une "prière d'action de grâce"

PANA, 29 mai 2020 Burundi : Le CNDD-FDD rend grâce à Dieu dans la fraicheur d'une victoire électorale sans concession Bujumbura, Burundi - La radio publique a rapporté, vendredi, un rassemblement de militants et sympathisants du Conseil national pour la défense de la démocratie/Forces de défense de la démocratie (CNDD-FDD) à Gitega, la nouvelle capitale politique du Burundi (Centre), pour une « prière d'action de grâce à Dieu, au lendemain d'une large victoire du parti-Etat à la présidentielle (68,72%) et aux législatives (68,02%).

La participation citoyenne a été massive (87,71%) au scrutin du 20 mai dernier qui a consacré la victoire du candidat du pouvoir à la présidentielle, Evariste Ndayishimiye (52 ans). Le principal opposant et candidat malheureux, Agathon Rwasa, quant à lui, alimentait l'actualité à Bujumbura, la capitale économique du pays. La Cour constitutionnelle du pays a enregistré une plainte de l'opposant pour « fraudes électorales massives » en sa défaveur. L'opposant a fondé sa plainte sur des « votes opportunistes » dans le camp adverse, des « votes excessifs par procuration », des « votes de mineurs », des « votes en lieu et place des personnes décédées, en exil ou en prison ». Des procès-verbaux des résultats des urnes n'ont pas été remis aux mandataires de l'opposition », alléguant-t-il encore. Le candidat malheureux aux présidentielles élections générales de 2015 fustige encore la « manipulation des résultats et des procès-verbaux », la « discordance entre le nombre de voix exprimées et celui des inscrits ». La Cour constitutionnelle a huit jours réglementaires pour se prononcer sur la plainte de l'opposant. Les autres griefs à ce triple scrutin sont venus du côté de la puissante Eglise catholique du Burundi. « Beaucoup d'irrégularités » ont marqué le scrutin, notamment le bourrage des urnes », alléguant-elle sur la base des rapports de près de 3.000 observateurs de "toutes les communes" du Burundi. Le président de la Commission électorale nationale indépendante (CENI), Pierre Claver Kazihise, a aussitôt réagi aux critiques du Clergé, se basant, quant à lui, sur les rapports de 38 des 39 organisations de la société civile et des confessions religieuses qui n'ont pas trouvé à redire, dans leurs rapports d'observation. Les membres des missions diplomatiques et consulaires accrédités au Burundi ont aussi suivi les opérations de vote et ont apprécié "positivement" leur déroulement. L'observation internationale est limitée aux agents des missions diplomatiques et consulaires accrédités au Burundi en raison des menaces de la pandémie de Coronavirus (COVID-19). Il s'agit des missions diplomatiques d'Afrique du Sud, d'Allemagne, de Belgique, du Canada, de Chine, d'Egypte, de France, du Japon, du Kenya, du Nigeria, d'Ouganda, de Tanzanie, des Pays-Bas, du Royaume uni, de Suisse, de Turquie, de l'Union européenne (UE), de la RD Congo, des Nations Unies, des Etats Unis d'Amérique. Des organisations régionales, représentées au Burundi, comme la Conférence internationale sur la région des Grands lacs (CIRGL, 12 pays membres) ont également déployé des observateurs au triple scrutin. Dans un communiqué, le « Groupe des chefs de missions à Burundi » a pris acte des résultats provisoires des élections présidentielle et législatives et salue la « forte participation des Burundais » à ce scrutin du 20 mai. Le groupe « encourage » tous les acteurs du processus électoral à « préserver le climat pacifique ». « Dans l'intérêt collectif », le groupe « exhorte » tous les acteurs nationaux à « faire preuve de responsabilité » et à « résoudre les différends à travers des procédures légales existantes ».

À

(adsbygoogle = window.adsbygoogle || []).push({});